

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

PRIVATISATION D'ADP: LE CAP DU MILLION DE SIGNATURES EST FRANCHI

La bataille pour un référendum sur le projet gouvernemental de privatiser la société Aéroports de Paris a d'ores et déjà recueilli plus d'un million de signatures, ce qui montre qu'elle constitue une affaire de société.

Depuis des années, la privatisation des biens publics se fait à marche forcée, par le biais de la vente au privé d'entreprises assurant des services publics, qui en profitent pour augmenter les prix. Elles transforment ces services en machines à produire des dividendes pour les actionnaires, privant les usagers de sommes considérables. Le scandale de la privatisation des autoroutes, celle de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, impulsée par l'actuel président de la République lorsqu'il était ministre, en sont de tristes exemples. Mais l'ogre est gourmand : outre la Française des jeux déjà mise à l'encan, Engie, l'Office national des forêts, les barrages hydroélectriques, les ports, les routes nationales sont les nouvelles cibles.

Pendant ce temps, les hôpitaux publics sont au bord de l'explosion, des services hospitaliers, des lignes ferroviaires et des bureaux de postes ferment, les services publics s'éloignent des usagers, les administrations et les entreprises publiques sont de plus en plus gérées avec pour seul critère : la rentabilité. Des initiatives unitaires ont été prises localement : « bureaux de vote de rue », débats, affichage. Nous pouvons infliger un coup d'arrêt au rouleau-compresseur de Macron et de son gouvernement, qui projettent de privatiser à tout va et qui laminent ce qu'il reste de services publics.

Pour signer la demande de référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris :
<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

LE MONDE SELON AMAZON N'EST PAS VIABLE

Dans un nouveau rapport, Attac France, les Amis de la Terre et l'Union syndicale Solidaires démontrent l'impunité fiscale, sociale et environnementale dont jouit Amazon depuis de nombreuses années. Elles y mettent aussi en évidence une série de pratiques illégitimes : du chantage à l'emploi sur des élus jusqu'à l'organisation de la gentrification de quartiers entiers à Seattle.

Ainsi, selon leurs estimations, Amazon dissimule 57% de son chiffre d'affaires réalisé en France et pratique une évasion fiscale massive en déplaçant une grande partie de ses bénéfices vers l'étranger. Cela a des

impacts négatifs sur les recettes fiscales des États, mais ce recours massif aux paradis fiscaux renforce également sa position dominante vis-à-vis de ses concurrents, plus petits, qui paient en proportion de leur activité davantage d'impôts.

Sur le plan écologique, d'après les calculs des auteurs du rapport, Amazon Web Services a émis 55,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre en 2018, soit l'équivalent des émissions du Portugal. Les pratiques de la firme occasionnent par ailleurs un gaspillage considérable : 3 millions de produits neufs ont été détruits par elle en France en 2018.

Enfin, concernant l'emploi, c'est en utilisant majoritairement des contrats précaires, notamment avec des intérimaires qui s'épuisent dans des entrepôts gigantesques, que la multinationale s'étend dans l'Hexagone. Aux États-Unis, où elle est implantée depuis plus longtemps, on constate que pour 1 emploi créé par Amazon, 2 sont détruits. Pour autant, la marche de l'entreprise n'est pas inéluctable, affirme ce rapport, qui présente plusieurs luttes victorieuses et inspirantes, un peu partout dans le monde.

Pour retrouver le rapport : <https://france.attac.org/>

Rubrique : Stop Amazon et son monde.

LA TROUPE À BEZOS



À VOS AGENDAS !

Manifestation contre la réforme des retraites, mardi 17 à 13 h 30, rendez-vous et itinéraire à confirmer : Place de la République > Bastille > Gare de Lyon > Nation.

« Saison jaune, le mouvement des ronds-points un an après », **mardi 17 à 19h**, Café-diplo organisé par les AMD et animé par des journalistes du *Monde Diplomatique* au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e. Métro Ménilmontant ou Gambetta.

À l'occasion de la **Journée internationale des migrant.e.s, mercredi 18 à 18h**, rassemblement à l'appel des collectifs de sans-papiers et migrants, de syndicats et d'associations de solidarité, place de la République.

Assemblée générale des Gilets jaunes de Belleville, mercredi 18 à 19h, au bar L'Impondérable, 320 rue des Pyrénées, Paris 20^e. Métro Pyrénées ou Jourdain.

MOBILISATION SOCIALE

Attac réaffirme son soutien total à la mobilisation sociale en cours et réaffirme son opposition à la « réforme » des retraites telle que proposée. À ce sujet, nous vous renvoyons à notre article paru dans la lettre Attac 19^e-20^e de septembre : « Réforme des retraites : travailler plus longtemps pour gagner moins », disponible sur le site : <http://attac-paris19-20.org/>
Onglet Documents et Archives

NOUS CONTACTER

Site Attac France : www.france.attac.org

Comité local 19^e-20^e :

attacparis20@attac.org ou
1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente dans plus de 40 pays.

REPRENDRE LE CONTRÔLE SUR NOS VIES

Il y a vingt ans, le mouvement altermondialiste bloquait le sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle. Depuis, « les enfants de Seattle » sont restés orphelins de toute transformation politique ambitieuse pour renverser le cours néolibéral et destructeur des choses. Le même sort sera-t-il réservé à la « génération climat » ?



Novembre 1999, la police de Seattle utilise du gaz poivre sur les manifestants.

Les 29 et 30 novembre 1999 à Seattle, aux États-Unis, environ 40 000 manifestants précipitent l'échec du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils sont protecteurs des forêts ou des tortues, métallurgistes ou routiers, paysans ou défenseurs des droits humains, et, ensemble, par des actions de désobéissance civile massives et coordonnées qui empêchent un sommet international de se tenir, ils écrivent l'un des actes fondateurs du mouvement altermondialiste.

La bataille de Seattle ouvre une longue période de contestation dure entre les promoteurs de l'expansion de la mondialisation néolibérale et une société civile qui veut désarmer le pouvoir des marchés financiers et du commerce international au nom de la lutte contre les inégalités, la protection de l'environnement et la démocratisation des institutions internationales.

Des gauches laminées

En 1999, les gauches libérales et sociales-démocrates sont au pouvoir dans un nombre considérable de pays : États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne... au point d'être majoritaires en Europe. Vingt ans plus tard, elles ont été laminées et se trouvent le plus souvent dans une impasse stratégique et idéologique. Quand elles ne sont pas déjà arrivées au pouvoir, ce sont désormais les droites nationalistes et réactionnaires qui dictent l'agenda politique.

L'alignement de ces gauches sur le consensus néolibéral a conduit à les décrédibiliser et à nourrir un profond sentiment de rejet d'une classe politique jugée déconnectée de la réalité sociale du plus grand nombre. Du mouvement des places – Occupy et Indignados en tête – aux Gilets

jaunes, on ne compte plus les mouvements citoyens opposant les 99 % aux 1 %, le peuple aux « élites », le « nous » simplificateur à la « caste », tout en exigeant « qu'ils s'en aillent tous » pour « refonder la démocratie » et « reprendre le pouvoir ».

En vingt ans, la situation économique et géopolitique internationale a bien changé : à la mondialisation folle et débridée des années 2000 s'est substituée une période où le commerce international augmente désormais moins vite que le PIB. C'est aussi le moment où la Chine s'affirme comme super-puissance planétaire. Enfin, une décennie après la grave crise économique et financière de 2008, les « guerres commerciales » ouvertes par Donald Trump ont définitivement refermé l'âge d'or du commerce mondial.

Entretemps – et c'est un autre fait économique majeur des vingt dernières années – les multinationales ont assis leur super-puissance à travers la maîtrise des chaînes de valeur globales (production et échanges intra-entreprise ou inter-entreprise, de la conception à la livraison). Elles contrôlèrent même directement ou indirectement près de 80 % du commerce mondial. Sur la base du moins disant social, écologique, fiscal et réglementaire, elles décident où s'installer et où payer des impôts.

L'économie mondiale est devenue un champ de bataille structuré autour des réseaux de multinationales imposant leurs vues à des pouvoirs publics qui se sont volontairement dessaisis de leurs pouvoirs et capacités de régulation fiscale, sociale et écologique. Même quand les législateurs et régulateurs retrouvent quelques velléités interventionnistes afin de mieux régu-

ler – notamment en matière écologique –, les multinationales disposent désormais de puissants mécanismes juridiques pour attaquer les États ou les dissuader de mettre en œuvre des politiques trop ambitieuses.

Ces dispositifs de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS, ICS, etc.) sont hérités de la décolonisation et ils ont été généralisés par les accords de commerce et d'investissement (3 400 actuellement) : Uniper (secteur énergétique) vient ainsi d'annoncer vouloir attaquer les Pays-Bas pour leur décision de fermer les centrales à charbon alors que l'entreprise canadienne Vermilion a menacé la France de poursuites et obtenu une version édulcorée de la loi Hulot sur les hydrocarbures.

Désarmer les multinationales

La question du démantèlement publiquement organisé de certaines multinationales – à commencer par les GAFAM – est désormais ouvertement posée aux États-Unis. Elle commence également à poindre en Europe. Chaque jour passant, elle va se poser avec plus de force à propos des multinationales de l'énergie qui, à elles seules, nous conduisent dans le mur. En vingt ans, l'opinion publique a basculé sur bon nombre de sujets : la nécessité de désarmer le pouvoir de nuisance de la finance et l'urgence d'agir en matière écologique, bien sûr, mais également le rejet de cette promesse selon laquelle la signature d'accords de commerce et d'investissement, et le gain de nouveaux marchés par les entreprises multinationales, conduiraient à des jours meilleurs.

Ce basculement de l'opinion devrait conduire les gauches, aussi diverses soient-elles, à prendre ces sujets à bras-le-corps, sans simplifications hâtives, à ne pas les laisser en pâture aux droites extrêmes, nationalistes et dangereuses, et à proposer une alternative au virage néo-conservateur planétaire prêt à tout détruire sur sa route. Puisse la « génération climat » ne pas être orpheline, comme l'ont souvent été les enfants de Seattle, d'une gauche écologiste et sociale digne de ce nom en mesure de renverser le cours néolibéral et destructeur des choses !

Susan George et Maxime Combes, respectivement présidente d'honneur et porte-parole d'Attac France.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Email.....
J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris